

Guerre contre l'Empire – épisode 37 – formats ouverts – ODF vs OOXML

C'est toujours un peu la même histoire... Une histoire qui risque bien d'être au cœur politique, économique, écologique et social de ce siècle : un *monde non marchand* qui cherche à se faire une place dans des espaces toujours plus réduits et convoités par un *monde marchand*. Une histoire où le logiciel libre a son mot à dire en affirmant, confiant mais lucide, que *la route est longue mais la voie est libre...*

L'épisode du jour c'est la question des formats, véritable ligne de front entre le monde libre et le monde propriétaire. Les enjeux sont en effet plus qu'importants : la transparence, l'interopérabilité et la pérennité de nos données numériques (qui à l'avenir seront presque synonymes de nos données tout court !).

Et pour ce qui est des formats numériques en bureautique alors là c'est carrément la guerre ouverte avec une opposition frontale entre l'OpenDocument et l'Open XML (ou OOXML) de Microsoft. Mais il y a *Open* et *Open*. Quand le premier offre de solides garanties le second ne semble être avant tout qu'une manœuvre pour conserver une position dominante de fait (dont le piratage massif de la suite Microsoft Office n'est pas étranger soit dit en passant)^[1].

D'un côté le libre et ses arguments et de l'autre le propriétaire dont les arguties pseudo-pragmatiques à court terme chechent à retarder l'échéance pour continuer le plus longtemps possible à engranger des bénéfices (et rassurer les actionnaires). Nonobstant les moyens considérables à disposition de Microsoft pour faire pression sur les structures et pouvoirs en place, l'échéance est pourtant bel

et bien inévitable comme nous le rappelle l'article ci-dessous.

Traduit par nos petits activistes de Framalang^[2], il nous vient de Red Hat, société (et distribution) bien connue du monde Linux et très active dans la promotion de l'OpenDocument.



ODF : Le format inévitable

ODF: The inevitable format

T. Colin Dodd – 25 juillet 2007 – Red Hat Magazine

En 1999, un scientifique voulut consulter des données sur les échantillons collectés sur le sol de Mars en 1975 par la sonde Viking. Il souhaitait en effet tester une théorie sur la détection de l'existence de bactéries et de microbes Martiens – en d'autres termes, trouver de la vie sur Mars. Le scientifique pensait qu'il trouverait ce qu'il cherchait quelque part sur un site de la NASA, mais ce ne fut pas si simple. Les données originales avaient été égarées, et lorsque l'on retrouva les énormes bandes magnétiques qui conservaient les données, elles étaient "dans un format si ancien que le programmeur qui le connaissait était mort." Par chance quelqu'un trouva une imposante impression papier de ces données et la compréhension de l'univers par l'humanité se développa un peu plus... Le sentiment tragique qui aurait accompagné la perte de cette connaissance est l'écho des récits de la destruction de la Bibliothèque d'Alexandrie, et probablement ce pourquoi les autodafés sont un signe certain

d'une société malade.

Bien sûr, toutes les données perdues ou inaccessibles ne contiennent pas des preuves de la vie sur Mars, et toutes les bribes d'informations n'ont pas besoin de survivre à leur créateur. Beaucoup de documents illisibles ne manqueront jamais, mais une politique publique responsable demande que les documents gouvernementaux – contrats, actes notariés ou enregistrements juridiques qui font autorité pour des décades ou même des siècles – doivent être archivés et accessibles. Quel que soit le cas, quand la donnée est stockée et partagée dans un format ancien ou propriétaire disparu, elle deviendra au fil du temps onéreuse d'accès ou disparaîtra entièrement à tout jamais.

Lorsque l'on parle de créer, partager ou stocker numériquement des documents, la technologie qui prévient le déperissement des formats existe déjà et elle est largement (et de plus en plus) utilisée. Elle s'appelle l'Open Document Format (ODF) et si vous ne l'utilisez pas aujourd'hui, vous le ferez sûrement un jour.

ODF, un langage de description de document basé sur le XML, a été initialement développé en 1999 par StarDivision, et ensuite par le projet OpenOffice.org de Sun Microsystem^[3]. Conçu comme une alternative libre aux logiciels de gestion de documents propriétaires, qui dominaient alors le marché, la force motrice soutenant l'ODF était le besoin d'un format de document indépendant d'un éditeur et d'une application, lisible et enregistrable par tous, sans s'encombrer de royalties dues aux licences. Sa promotion se basait sur le fait que le monde des affaires et les contribuables pourraient économiser de l'argent. Un format ouvert créerait une compétition dans la sphère des applications de gestion de documents. Tous les documents pourraient être lus et partagés par quiconque. Rien ne pourrait se perdre à cause du temps ou suite à des changements dans un code propriétaire ou à des

exigences de licences. Des sujets de grand intérêt public – données de recensement, données météorologiques, statistiques sur la santé publique, rapports d'enquêtes, enregistrements de tribunaux ou recherche fondamentale scientifique, tous payés par les contribuables, ne seraient plus encodés dans un format unique, propriétaire et fermé, demandant aux citoyens de payer double pour accéder à leurs propres informations. L'utilisation de l'ODF, disent ses partisans, permettrait de garder public les documents publics.

L'OASIS (Organization for the Advancement of Structured Information Standards) a été fondée en 2002 pour standardiser le format, qui a été reconnu par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) en 2006^[4]. L'Open Document Format Alliance s'est formée en mars 2006 pour promouvoir le format, et défendre le dossier public, légal et politique pour l'adoption de standards ouverts technologiques auprès des gouvernements et des institutions publiques.

"Red Hat était un membre fondateur de l'Alliance ODF et Tom Rabon (Vice-Président Corporate Affairs) est au comité exécutif," déclare Stéphanie McGarrah, ancienne Responsable des Politiques Publiques de Red Hat. "Red Hat travaille avec les autres membres du comité exécutif pour coordonner les efforts dans les discussions avec les gouvernements du monde entier à propos de l'ODF."

Bien que l'ODF ait été lancé avec beaucoup de bon sens, l'élan d'une large adoption a été entravé par l'inertie bureaucratique, les politiques locales, des idées fausses persistantes (renforcées par ses opposants) à propos de la viabilité de l'ODF et les "dangers" de son adoption. La plupart de la peur, de l'incertitude et du doute ont émané d'une source, dont les formats propriétaires constituent la plupart des documents dans le monde.

Les opposants à l'ODF ne peuvent admettre son adoption inévitable, et pratiquent un lobby actif à son encontre. Ce

n'est pas que quelqu'un soit contre le format ODF en lui-même, ou trouve une quelconque vraie raison pour remettre en cause sa nécessité. La logique qui soutient l'ODF et la transparence de sa création est presque inexpugnable. Ce sont plutôt les standards ouverts sur lesquels l'ODF est bâti qui sont le plus souvent attaqués. Du point de vue de ses détracteurs, les choses sont bien telles qu'elles sont actuellement. Le « standard » est le leur. Ils ont la main mise sur le "marché" du document, et l'envisagent comme un "territoire" qu'ils ont "conquis" de façon juste. Ils ne peuvent envisager un futur sans lui (ça ne fait pas partie de leur plan stratégique), et tant que tout le monde utilise leurs applications et leurs formats, pourquoi changer ? Les opposants à l'ODF consacrent des ressources considérables à faire du lobbying auprès des législatures et des conseils d'administrations dans une tentative de les convaincre que l'adoption du format ODF limite en fait leur choix et fait du tort à l'efficacité apportée par le marché en "excluant" des éditeurs comme eux. Ils disent que la migration est coûteuse, et soutiennent même que l'adoption de l'ODF limitera l'accès public en encombrant l'environnement avec de trop nombreux formats "incompatibles". Et qui peut réellement croire tous ces "machins libres", d'ailleurs ?

Mais les partisans comme l'Alliance ODF ont leurs propres arguments, et la plupart d'entre eux sont issus de la preuve du contraire, du genre "En fait, c'est l'inverse qui est vrai...".

L'Alliance ODF défend l'idée que – au contraire – les standards ouverts encouragent le choix et la compétition entre fournisseurs en égalisant le terrain de jeu. Le standard est ouvert et disponible librement pour quiconque veut le mettre en oeuvre. Il n'y a pas de compétition autour du format, mais uniquement sur les applications qui l'utilisent. Dans cet univers, c'est la meilleure application qui gagne. L'alliance ODF souligne aussi que la mise en place ou la migration vers

l'ODF n'est pas plus compliquée ou plus coûteuse que la mise à jour périodique d'une version à l'autre d'une application propriétaire, et en limitant les besoins de mises à jour futures, des réelles économies peuvent être réalisées avec le temps. À propos de l'accessibilité, Open Office (et les autres applications conformes à l'ODF) sont librement téléchargeables et prêtes à utiliser dès maintenant. Il n'y a pas de problèmes de compatibilité, disent-ils, seulement des problèmes de non coopération.

« Je pense que certains gouvernements ne sont pas au courant de l'ODF, ou n'ont pas les équipes techniques en place pour comprendre la valeur de l'ODF, » explique McGarrah. « Ainsi, c'est le travail de l'Alliance de diffuser ce message auprès des personnes au gouvernement qui prennent ces décisions ».

Mais l'argument irréfutable en faveur de l'utilisation de l'ODF pour les documents publics est le fait que c'est une meilleure affaire pour les citoyens et les contribuables sur le long terme. Utiliser des « standards » fermés, du logiciel propriétaire pour des documents publics est comme acheter le proverbial siège de toilettes à 10 000 \$, ou interdire au gouvernement fédéral de négocier de meilleurs prix sur les médicaments auprès des sociétés pharmaceutiques au nom de patients de Medicaid et Medicare, ou essayer de nourrir une armée et reconstruire une zone de guerre en accordant des contrats secrets, non compétitifs et sans appels d'offre. C'est anti-compétitif dans le pire sens.

Malgré l'opposition, l'adoption de l'ODF suit une progression lente mais inexorable, et plus les politiciens prennent conscience de ce problème, plus l'ODF viendra défier l'ubiquité actuelle des formats propriétaires. Faisant un pas de plus en avant, le Japon a récemment demandé à ce que ses ministères passent des contrats avec des éditeurs de logiciels dont les applications sont bâties autour de standards ouverts. Le Brésil, la Pologne, la Malaisie, l'Italie, la Corée, la Norvège, la France, les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique, le

Commonwealth du Massachusetts, et le gouvernement de l'État de Delhi en Inde ont tous pris des engagements de principe sur l'adoption de l'ODF et, peut-être plus important, reconnaissent la nécessité d'utiliser des standards ouverts. L'Alliance ODF continue à équiper et éclairer les décideurs avec l'information et les outils dont ils ont besoin pour faire des recommandations et des politiques de changement, mais personne faisant la promotion de l'ODF ne pense qu'une large adoption est imminente. Cela prendra du temps.

« Ces décideurs ont beaucoup d'autres problèmes à gérer (par exemple : santé publique, éducation, transports, pauvreté...) et les décisions technologiques ne sont généralement pas en haut de leurs listes », déclare McGarrah. « Des progrès ont été faits dans une adoption plus large de l'ODF. Plusieurs gouvernements ont adopté l'ODF ou travaillent sur la mise en place du standard, mais il reste encore beaucoup à faire. »



Liens connexes :

- **Pétition : Dites NON au format Microsoft Office comme standard ISO**
- Formats-ouverts.org

- Argumentaire et pétition contre la normalisation de OpenXML (DLFP)
- La guerre des formats bureautiques aura bien lieu (Standblog)

Notes

[1] La situation des navigateurs web est similaire. D'un côté des navigateurs qui respectent les standards (tel *Firefox*) et de l'autre *Internet Explorer* qui ne les respecte pas et qui par là-même donne des cauchemars à tous les webmasters en les obligeant à d'usantes circonvolutions pour que leurs sites soient également compatibles visibles sur ce navigateur.

[2] Merci à VLI pour la traduction et Daria et Mben pour la relecture.

[3] NDT : suite au rachat de StarOffice par Sun.

[4] NDT : ISO/IEC 26300, Open Document Format for Office Applications (OpenDocument) v1.0.